Document generated on 05/09/2025 8:57 a.m.

Bulletin d'histoire politique

L'Allemagne, de l'unité à la division, 1871-1945. La voie particulière de l'historiographie ouest-allemande

Jacques Pincince

Volume 4, Number 4, Summer 1996

Histoires du monde : Allemagne, Japon, Italie, États-Unis, France

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1063561ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1063561ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Pincince, J. (1996). L'Allemagne, de l'unité à la division, 1871-1945. La voie particulière de l'historiographie ouest-allemande. *Bulletin d'histoire politique*, *4*(4), 7–20. https://doi.org/10.7202/1063561ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'ALLEMAGNE, DE L'UNITÉ À LA DIVISION, 1871-1945. LA VOIE PARTICULIÈRE DE L'HISTORIOGRAPHIE OUEST-ALLEMANDE

Jacques Pincince
Collège de Rosemont et Université de Sherbrooke

En 1942, George F. Kennan, chargé d'affaires à l'ambassade américaine à Moscou, affirma que: «si l'Allemagne devait être unifiée, elle devrait alors faire partie de quelque chose de plus large qu'elle-même». La perspective d'une Allemagne unifiée ne pourrait, en effet, être tolérable que dans le cadre d'un projet d'unification de l'Europe[1].

George F. Kennan que l'on peut appeler le maître de la diplomatie réaliste, c'est-à-dire une diplomatie pour la stricte définition et la limitation des buts politiques en accord avec les réalités existantes, avait vu juste mais pour un avenir fort lointain. Or rares étaient ceux qui, à ce moment, auraient pu se douter que le IIIe Reich allemand s'écroulerait le 8 mai 1945. Par la suite, une division entre les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, en deux blocs, dans le contexte de la Guerre froide, engendrera une division de l'Allemagne en 1949. On la croyait irrémédiable. Après plus de quarante ans, le «miracle» de la réunification se produit en 1990. L'Allemagne renaît[2].

La réunification de l'Allemagne, à la suite de la chute du mur de Berlin, ranime l'intérêt pour le sujet et soulève une pléthore de questions. Comment l'Allemagne envisage-t-elle dorénavant son avenir? Affirmera-t-elle sa puissance avec ses 80 millions d'habitants et la plus grande économie d'Europe, au détriment de ses voisins? Continuera-t-elle à être ancrée à l'Ouest ou bien prendra-t-elle une autre voie? Quelle sera sa nouvelle place au sein du vieux continent[3]? La reconnaissance allemande de la souveraineté de la Slovénie et de la Croatie, en décembre 1991, en a laissé plus d'un songeurs.

Notre but est de présenter un bref panorama des orientations majeures de l'historiographie ouest-allemande de l'après-guerre qui porte sur la période s'étendant de l'Empire à l'époque hitlérienne.

Nous étudierons d'abord les principales écoles historiques et les grands courants ayant capté l'attention des historiens. Nous nous pencherons ensuite sur le modèle classique de la théorie de la modernisation, qui soulève de nombreuses polémiques, c'est-à-dire le *Sonderweg* (voie particulière) qui a contribué à l'avancement de ce champ de recherche. Nous répondrons finalement à l'interrogation suivante: quelle importance devrions-nous accorder à la courte période de la première unification allemande (1871-1945) dans le contexte de la civilisation occidentale? C'est dans l'étude de la thèse de la continuité que nous serons le plus aptes à définir la place de cette période de l'histoire allemande à l'intérieur de la civilisation occidentale.

Du début du XIXe siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, l'historiographie allemande était narrative et traditionnelle. Influencée par Leopold von Ranke et Heinrich von Treitschke, elle traitait fondamentalement de l'histoire politique en accordant une importance spéciale au concept de l'État-nation. Les historiens assignaient à l'étude de la politique gouvernementale le rôle central. Cette politique était perçue comme fonctionnant au service des intérêts nationaux (raison d'État). Cette histoire traditionnelle portait une attention particulière aux personnalités de Bismarck et des souverains de la dynastie des Hohenzollern, Guillaume Ier et Guillaume II. Cette perspective ignorait presque totalement le développement économique et les problèmes sociaux. On la qualifierait de nos jours d'une histoire «vue d'en haut». Cette conception représente la première école historique allemande, à partir du début du XIXe siècle[4].

La paix de Versailles en 1919 ne fit que renforcer cette conception chez les historiens. Cependant, certains d'entre eux s'écartaient de la première ligne suivie comme Meinecke avec son histoire des idées et Hintze qui, à la fin de sa carrière, qualifiera Hitler «d'homme n'étant pas de sa race». En général, tous les historiens criaient à l'injustice de 1919. Sous la République de Weimar, certains d'entre eux, considérés comme des «moutons noirs», songèrent à vouloir faire cavalier seul comme Hajo Holborn et Hans Rosenberg[5]. Après l'avènement de Hitler au pouvoir, certains historiens poursuivirent leurs efforts en demandant une révision du Traité de Versailles; ils s'opposaient à l'article 231 accordant la responsabilité unilatérale lors de la Grande Guerre à l'Allemagne. Ils prêchaient l'idéologie du IIIe Reich et le programme du pangermanisme, c'est-à-dire, un mouvement nationaliste visant à grouper dans un État unique tous les peuples supposés d'origine germanique, sans qu'aucun d'entre eux ne fut membre du parti nazi[6]. Pendant la période hitlérienne, il a pu sembler qu'il y avait peu de différence

entre la production historique et le programme des nazis. Il est même arrivé que l'on ait comparé Hitler à Frédéric II le Grand, de Prusse[7].

Dans la période de l'après-guerre et jusqu'aux années 1960, les historiens conservateurs qui enseignaient sous la République de Weimar continuaient à dominer la scène. Enracinés dans une historiographie politique et diplomatique, ils donnaient l'absolution à l'Allemagne pour le blâme de la Grande Guerre et ils considéraient le IIIe Reich comme une aberration dans l'histoire allemande. La période de 1933 à 1945 était perçue comme une brisure, une cassure, plutôt qu'un maillon de la chaîne de la continuité allemande[8]. Il devint évident pour les étrangers que les historiens allemands n'étaient pas assez critiques et que les alliés n'avaient pas à les pointer du doigt[9]. Meinecke, le plus connu des historiens de la période pré-nazie, affirma en 1946 que le travail de Bismarck avait été détruit par notre faute et qu'il fallait retrouver le chemin menant à Goethe[10]. Ritter fondait les origines du IIIe Reich en Europe de l'Ouest dans le concept de la démocratie de masse et de la doctrine de la souveraineté du peuple[11].

Au début des années 1960, le débat portant sur la culpabilité allemande prit une nouvelle forme. Une nouvelle génération d'historiens se disait avoir été victime du IIIe Reich. Désormais, elle s'efforcerait de disséquer et d'exposer les faits de la période hitlérienne pour délivrer le peuple allemand de ce sentiment de honte. Selon ces auteurs, le moment crucial ne devait plus être 1933 mais bel et bien 1945. Cette date était le point zéro, comme un nouveau départ vers un avenir plus démocratique. Le tournant de l'historiographie ouest-allemande fut la publication, en 1961, de l'ouvrage de Fritz Fischer de l'Université de Hambourg: *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1914-1918*[12]. D'abord, il stupéfia l'univers académique en arguant que le gouvernement allemand s'était préparé consciemment à une confrontation ouverte, avec l'utilisation de la force armée pour dominer le monde, et ce, depuis le conseil de guerre du 8 décembre 1912.

Deuxièmement, Fischer insistait sur la primauté des considérations intérieures quant à l'origine de la guerre. De grandes pressions auraient été exercées par un petit groupe de hauts militaires pour intervenir dans le conflit austro-serbe de juillet 1914. L'entrée en guerre apparaissait donc comme un moyen de régler des problèmes internes allemands.

Troisièmement, il fit ressortir la continuité entre le IIe (1871-1918) et le IIIe Reich (1933-1945) en soutenant que les mêmes attitudes belliqueuses menèrent à la Seconde Guerre mondiale. Certes, le rôle de Guillaume II avait pesé lourdement dans la balance, mais il n'avait été qu'un acteur parmi tant d'autres. Pour Fischer, le personnage central avait été le chancelier

Théobald Bethmann Hollweg qui avait pris de grands risques et dont les hésitations avaient conduit à la catastrophe[13]. Fischer reprit certains de ses arguments en 1969 dans *La Guerre des illusions*. Selon ses vues, l'année 1939 avait été un modèle de témérités historiques et d'agressions rappelant la situation d'avant la Grande Guerre. La politique intérieure avait, une fois de plus, orienté la diplomatie hitlérienne. Cette interdépendance devait pouvoir résoudre les tensions sociales et garantir la position des hauts dirigeants[14].

Fischer revint à la charge en 1979 avec un ouvrage, qui sera traduit sous le titre de *De l'Empire au IIIe Reich*, qui trace un portrait de l'État national prussien. La continuité dans les structures du pouvoir (élites, classes agraires et industrielles, bureaucratie, armée, clergé, universitaires, législations) aurait entraîné un rejet de la démocratie et du système parlementaire, ce qui aurait pavé la voie à Hitler. Ce dernier avait été un produit des politiques de l'Empire, du pangermanisme et du sentiment antisémite d'avant-guerre en Autriche[15].

Il ne provoqua rien de moins qu'une tempête dans le monde universitaire allemand. Qualifié tour à tour de «traître idéologique» et de «collaborateur avec l'ennemi», il contribua néanmoins à changer la vision que les Allemands avaient d'eux-mêmes. À partir des années 1960, il rapprocha les points de vue des Allemands et des étrangers sur l'histoire de l'Allemagne. D'ailleurs, il affirma qu'il avait agi par motivation politique pour régler une fois pour toutes la question des responsabilités de guerre. Père d'une nouvelle école historiographique idéologiquement à gauche, il apporta également de nouveaux développements méthodologiques.

À partir de ce moment, l'historiographie ouest-allemande tiendra compte des facteurs socio-économiques[16]. Une page était tournée et un nouveau chapitre allait s'ouvrir.

C'est de la ville de Bielefeld en Rhénanie du Nord qu'émerge une nouvelle approche méthodologique et théorique au milieu des années 1960 et qui sera connue comme l'école des sciences sociales historiques allemandes. On parla de «virage de paradigme» à l'intérieur de la profession. Dieter Groh souligna, en 1979, que les Bielefeldiens avaient réveillé l'historiographie allemande d'un profond sommeil, mais que le prince s'était trop attardé sur le baiser[17]. Inspirés par Marx, Weber et Hintze, les Bielefeldiens prônent une approche analytique et un pluralisme conceptuel. Ils furent surtout influencés par Hans Rosenberg qui expliquait le caractère autoritaire de la politique allemande depuis Bismarck comme le produit d'un processus social et économique[18].

Dans cette ligne de pensée, les Bielefeldiens, dont les leaders Hans-Ulrich Wehler et Volker Berghahn, s'attachèrent à la prépondérance des politiques intérieures comme déterminant des politiques étrangères[19]. De nouveaux concepts théoriques furent élaborés comme la *Sammlungspolitik* (coalition entre propriétaires fonciers et l'industrie), *die verspätete Nation* (retard politique par rapport au développement économique), l'impérialisme social (solutions aux problèmes intérieurs par la politique extérieure) et le *Sonderweg* (la voie particulière allemande). Deux thèmes majeurs s'en dégagent.

Notons d'abord l'inégalité évidente entre la modernisation de la société allemande et la modernisation de la politique étatique dans la période contemporaine. Cette dernière accusant un retard par rapport à la précédente. Deuxièmement, le fait qu'il y a eu une continuité de Bismarck à Hitler[20]. Pour Wehler, c'est l'interdisciplinarité et l'enquête comparative qui fait de la société un point de recherche intéressant. L'histoire de la société (*Gesellschaftsgeschichte*) comporte trois dimensions fondamentales: l'économie, le pouvoir et la culture[21].

Les néo-conservateurs s'attaquèrent à divers degrés aux interprétations des Bielefeldiens expliquant que l'arrivée au pouvoir d'Hitler était profondément enracinée dans les structures de l'Allemagne d'avant la République de Weimar[22]. Mais les plus importants néo-traditionalistes soit Thomas Nipperdey, Andreas Hillgruber, Klaus Hildebrand, Werner Conze et Lother Gall, accusèrent les Bielefeldiens de simplifier les concepts théoriques, d'utiliser une méthodologie non scientifique et de ne pas tenir compte de l'incidence des personnalités sur l'histoire. Ces attaques devinrent même personnelles lorsque Wehler répondant à Hildebrand en 1979 l'accusa de «sénilité prématurée[23]». Notons que les orthodoxes continuaient à produire des ouvrages d'une importance certaine dans les années 1980. Ces ouvrages font partie d'une nouvelle tendance plus conservatrice depuis 1982 (*Tendenzwende*). Ils détiennent toujours la majorité des chaires universitaires et dirigent les principaux périodiques[24].

La troisième école, celle des socio-radicaux anglais, accusa avec véhémence les Bielefeldiens, et les débats font toujours rage. Geoffrey Eley, David Blackbourn et Richard J. Evans, historiens de la politique populiste et agitatrice, défendent l'histoire régionale, locale et sociale néo-marxiste. Ils étudient tous les aspects de la vie, depuis le comportement sexuel jusqu'à la mort en passant par la famille et ils critiquent les Bielefeldiens de ne pas se situer assez à gauche[25].

Comme ce fut le cas pour la controverse quant à la thèse de Fischer, le débat au niveau de l'école de Bielefeld avait été influencé par l'environnement politique de la fin des années 1970 et du milieu des années 1980. Malgré les heurts et les égratignures, l'interaction fut positive et constructive.

Hors de tout doute, le thème le plus exploité et controversé de l'historiographie allemande depuis 1945 a été celui du Régime hitlérien. Geoffrey Barraclough affirma, au début des années 1970, qu'il était temps que les historiens explorent de nouvelles directions car on se demandait si l'on pouvait y apporter plus de compréhension[26]. Pourtant, la littérature sur le sujet n'a fait que pulluler depuis ce temps.

À la suite de l'affaire Fischer et du débat méthodologique des années 1970 surgit la querelle des historiens (*Historikerstreit*), en juillet 1986, à propos de la signification contemporaine du national-socialisme. Certains révisionnistes comparaient le génocide nazi aux autres génocides contemporains et expliquaient l'histoire allemande par sa position géographique au centre de l'Europe. Cette querelle démontra combien la période hitlérienne était encore vive dans la mémoire européenne. Elle s'inscrit dans une série de circonstances qui nous rappelle 1933-1945[27].

Le 11 juillet 1986, Jürgen Habermas, dans l'hebdomadaire libéral *Die Zeit*, se prononce contre les tendances apologétiques de l'historiographie contemporainiste allemande[28]. Il visait les propos de trois historiens néo-révisionnistes soit Ernst Nolte (Université libre de Berlin), Andreas Hillgruber (Cologne) et Michael Stürmer (Erlangen). Cette querelle, à la suite de la réplique des accusés, dura deux ans et s'étendit même aux revues étrangères.

L'étincelle qui alluma le feu fut provoquée par un article de Nolte, réputé pour son expertise sur le fascisme, dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 6 juin 1986[29]. Nolte déclare qu'Hitler et les nazis, en commettant un crime «asiatique», ne faisaient qu'accomplir un acte préventif face à une plus grande menace venant de l'Est. Il insinue que l'archipel du Goulag était antérieur à Auschwitz. Les camps d'extermination, selon lui, se différencieraient des autres génocides contemporains par la technique des gaz. L'assassinat pour raison de classe par les bolchéviques était le précédent «logique» et «factuel» de l'assassinat pour raison de race perpétré par les nazis[30]. Le point le plus grave, c'est-à-dire la question de l'extermination des juifs, devient non seulement une réaction à la menace soviétique, mais une copie déformée d'un geste fait précédemment dans l'histoire.

La condamnation de Nolte fut presque universelle. On lui reprocha son utilisation des sources; on contesta le fait qu'Hitler ait dû s'engager dans une guerre préventive contre l'Union soviétique. Comme argument, on se référait à *Mein Kampf*, où Hitler associe la Russie à un colosse aux pieds d'argile dominé par les juifs et donc mûr pour l'écroulement[31]. L'argument de Nolte, selon lequel il existerait une continuité du bolchevisme à la «solution finale», n'est pas crédible. De même, la comparaison du génocide nazi aux cas arménien et cambodgien ne diminue pas les responsabilités morales allemandes. Elle apporte une conclusion erronée et apologétique[32].

Quoique d'une portée moins grande, les thèses d'Hillgruber et de Stürmer firent quand même «froncer les sourcils» en Allemagne. Hillgruber arguait dans un volume intitulé *Un double anéantissement: La destruction du Reich allemand et la fin du judaïsme européen*, que les combats de la *Wehrmacht* à l'Est en 1944 et 1945 visaient à protéger les populations civiles allemandes contre de terribles représailles que ne manqueraient pas d'infliger les Soviétiques. Il mettait en évidence le caractère militariste traditionnel prussien de l'armée allemande et l'identité nationale des territoires d'où les Allemands furent expulsés en 1945-1946, comme la Prusse orientale. La destruction du Reich doit être attribuée aux objectifs militaires des alliés. Ce dernier énoncé fut également réfuté, car il y avait bel et bien un lien de cause à effet par rapport aux actes de la barbarie nazie[33].

Finalement, Stürmer qualifie l'Allemagne de «pays sans mémoire» et c'est à l'historien qu'incombe la tâche de la lui rendre. La solution se trouve dans la recherche de l'identité nationale. C'est pour trouver et préserver cette identité nationale que le pays a été entraîné dans des conflits. La position géographique, si déterminante soit-elle, n'explique pas tout et remet en question le pluralisme des interprétations[34].

Qu'a donc été l'*Historikerstreit*? Si l'on cherche à la replacer dans son contexte, elle ne fut qu'un simple débat méthodologique et d'interprétations entre les historiens ouest-allemands. On avait tenté d'y régler la question juive et d'y expliquer les atrocités commises par les nazis[35].

En dépit du fait que les idées énoncées par les néo-conservateurs n'étaient pas inconnues des historiens, le contexte des circonstances fit qu'elles prirent une proportion inimaginable[36].

L'originalité de cette querelle réside dans le fait qu'elle fut une «victoire à la Pyrrhus» de la part des néo-conservateurs, puisque le débat était sorti des coulisses universitaires pour s'étendre sur la place publique.

Cette tentative de revalorisation de l'image du passé allemand visait à ramener un consensus sur l'évolution de l'histoire allemande, car à l'image

du Titanic, la période nazie était perçue comme une catastrophe qui interrompait l'histoire nationale.

Dorénavant, les historiens abordent le nazisme dans ses caractéristiques particulières (structures politiques, économiques, sociales et culturelles) et ne se limitent plus qu'au rôle du Führer et à sa politique extérieure[37]. Cependant, il nous apparaît que cette nouvelle conception ne doit en rien diminuer le poids d'Auschwitz.

Fondamentalement, la «querelle des historiens» a été une réflexion politique pour mieux vivre avec son passé. L'enjeu fut de consolider la nouvelle identité nationale de la République fédérale d'Allemagne dans les années 1980. Par cette tentative de «blanchir» le passé, on avait abouti à créer un regain de nationalisme. Dans le contexte international nouveau de l'affaissement de l'Union soviétique et de son glacis, la disparition du mur de Berlin ouvrait des perspectives radicales. L'Allemagne, qui avait été placée sous le joug américano-soviétique depuis 1945, pouvait amorcer le processus de la réunification. Bref, les conservateurs en cherchant à se réapproprier le passé ont engendré une querelle qui se transforma en un élément catalyseur pour l'unification de l'Allemagne en 1990.

Pour mieux comprendre l'évolution de l'histoire allemande, les historiens se sont dotés d'outils théoriques dont celui de la modernisation qui occupe une place de choix. Cette histoire stipule que la modernisation économique de l'Allemagne, depuis la fin du XVIIIe siècle, n'a pas été suivie d'une modernisation sociale et politique. Or, pour expliquer ce traumatisme interne, les historiens se sont servis du modèle du *Sonderweg* (la voie particulière allemande).

Jusqu'en 1945, le *Sonderweg* possédait une connotation positive par rapport au développement du *Kaiserreich*. L'Allemagne était différente et meilleure que ses voisins. Après 1945, le *Sonderweg* prit alors une connotation négative parce qu'il avait fourni une sorte de justification à l'existence du nazisme. En comparant avec l'exemple des autres pays occidentaux, il tente d'expliquer en quoi le développement allemand a pu être différent et vulnérable. Ainsi, il explicite comment l'Allemagne s'était aventurée sur la voie du fascisme puis du totalitarisme[38]. Par une histoire comparative, il cherche à démontrer pourquoi le déroulement historique de l'Allemagne n'a pas suivi le type d'évolution des autres pays occidentaux.

Une fois de plus, le point d'attention se révèle être le national-socialisme puisque le *Sonderweg* peut expliquer la causalité du IIIe Reich. De nombreux aspects constituent le *Sonderweg*. Ces lignes directives trouvent leur importance dans le court et le long terme. Dans le premier cas, on retrouve les

conséquences de la Première Guerre mondiale et de l'humiliante défaite, les grandes difficultés économiques de l'après-guerre et les troubles résultant de la Grande Dépression de 1929. Dans le second cas, on remonte au XIXe siècle en insistant sur les faiblesses du gouvernement impérial: le parlementarisme incomplet, la fragmentation des partis politiques, une culture politique «antilibérale», le pouvoir des grands propriétaires fonciers (*Junkers*), la politique bismarckienne du «fer et du sang», la tradition prusso-militariste, une bourgeoisie faible et apolitique et des tensions internes qui menèrent à une politique étrangère agressive[39].

Le concept du *Sonderweg* possède une valeur certaine pour l'étude de l'histoire de l'Allemagne. Le *Sonderweg* contribue à fournir une meilleure compréhension de cette dernière, si on la situe dans une étude plus globale de la civilisation occidentale. C'est par son réductionnisme qu'elle perd de son lustre.

Malgré une acceptation presque générale de ce modèle, il demeure très discuté. D'abord, on lui reproche de faire de la période 1933-1945 toujours le point saillant de l'histoire allemande, au lieu de la prendre dans sa totalité[40].

Le *Sonderweg* présuppose que les pays occidentaux, auxquels elle fait référence, ont connu des voies «normales» de développement, ce qui reste fort arbitraire. Le modèle tient également pour acquis que l'évolution de la bourgeoisie allemande à partir du XIXe siècle a été déficiente jusqu'en 1914, ce qui a été réfuté depuis par Blackbourn et Eley[41].

Cependant, le modèle de la «voie particulière allemande» constitue un élément intéressant d'analyse malgré ses failles. En le prenant dans un sens plus large, il garde tout son potentiel. D'ailleurs, dans le domaine de l'histoire comparative, l'histoire allemande ne cesse de faire des progrès[42].

Tout au long de notre exposé, un concept semble être constant: la continuité. Cette dernière fut-elle intrinsèque ou extrinsèque après l'unification allemande de 1871? Quelle importance devrions-nous accorder à la période de 1871 à 1945 à l'intérieur de la civilisation occidentale?

Le concept de la continuité doit être considéré comme un outil, forgé par l'historien, se concentrant sur certaines similitudes tout en tenant compte de certaines autres différences pour établir la séquence des événements à travers le temps.

La continuité intrinsèque de la période étudiée fait l'objet de nombreux débats. Ici encore, Fischer semble être le maître d'œuvre en caractérisant l'histoire allemande par l'expansionnisme. Depuis Fischer, la continuité a également été remarquée dans les affaires intérieures par les Bielefeldiens en

particulier par Wehler. Cependant, beaucoup de points restent encore ambigus en ce qui a trait à la continuité du IIe et du IIIe Reich. Bref, la pluralité des continuités et des discontinuités n'est pas concluante et demeure obscure[43].

Dans le cas de la continuité extrinsèque, elle est indéniable pour la période avant 1871, si l'on tient compte des efforts déployés par Bismarck pour parvenir à l'unification du Reich[44]. À partir de 1945, la brisure est nette. Les Allemands perdent les guides de leur destinée jusqu'en 1949, à la suite de l'occupation quadripartite[45].

Dans le cadre de la civilisation occidentale, l'histoire de la première unification allemande (1871-1945) comprend deux aspects.

D'abord, la dynamique nationaliste amorcée par le courant intellectuel de la fin du XVIIIe siècle (phénomène linguistique et culturel inspiré par Herder) fit évoluer le peuple allemand vers l'unification de 1871[46]. Cette dynamique servit d'inspiration à d'autres peuples européens. Cependant, le nationalisme connut un second aspect qui se traduisit par un détournement par rapport aux objectifs de ses initiateurs. Il prit la forme de l'expansionnisme à la base du nationalisme «originel» qui mena, pour ce cas, à deux guerres mondiales et à un génocide.

Nous constatons que l'historiographie ouest-allemande a été aussi vivante, animée et bouleversée que l'histoire qu'elle cherche à interpréter. Depuis 1945, elle explore toutes les avenues possibles, de l'histoire sociale au néo-traditionalisme, ce qui lui confère un caractère d'hétérogénéité parfois, mais de grande diversité. Dans sa «tentative pour se libérer du passé», elle se dirigera vers de nouveaux horizons qui seront déterminés par les nouvelles conjonctures.

Quant à l'Allemagne proprement dite, depuis sa récente réunification et la fin de la guerre froide, il n'y a toujours pas de consensus par rapport à la nature de son orientation. Cette «puissance civile» doit mettre à profit son potentiel économique, équilibrer l'Europe de par sa situation géographique centrale et se donner un rôle à la mesure de ses attributs. Ce «géant qui dort» doit définir sa position face aux États-Unis et à la Russie dans le contexte de la postguerre froide. Elle se trouve donc devant de nouvelles options. D'une part, il existe la possibilité d'un élargissement politique vers l'Europe de l'Est. Elle peut également considérer des relations bilatérales plus étroites avec ses partenaires européens et plus particulièrement avec la France. Obligatoirement, elle doit s'assurer d'une normalité de ses intérêts politiques nationaux traditionnels. Finalement, elle a la tâche de poursuivre ses efforts au niveau de l'intégration politique européenne par une plus grande

conciliation d'intérêts[47]. Le nouveau rôle européen de l'Allemagne lui permettra de reconstruire son identité et de trouver une nouvelle voie particulière.

Notes

1. G. F. Kennan, *Memoirs*, vol. 1, 1925-1950, Boston, Little Brown, 1967, p. 417.
2. Certains des principaux ouvrages pouvant être consultés en français et en anglais sont: J. Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, coll. «Que sais-je», n° 186, 1945, 128 p.; G. Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine, 1917-1962*, tome 1, Paris, Éditions sociales, 1964, 399 p.; F. Reitel, *Les Allemagnes*, Paris, Colin, coll. «U», 1980, 336 p.; Ch.V. Krockow, *Les Allemands du XXe siècle (1890-1990)*, Paris, Hachette, 1990, 425 p.; D. Raff, *A History of Germany From the Medieval Empire to the Present*, New York, Berg, 1990, 507 p.; F.-G. Dreyfus, *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*, Paris, PUF, coll. «Nouvelle Clio», 1991 (nouvelle édition de 1972), 551 p.; M. Fullbrook, *A Concise History of Germany*, New York, Cambridge University Press, 1991, 263 p.; R. Poidevin et S. Schirman, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, Hatier, 1992, 479 p.; A. Grosser et H. Miard-Delacroix, *Allemagne*, Évreux, Flammarion, coll. «Dominos», n° 27, 1994, 127 p.; J. Rovan, *Histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1994, 957 p.
3. R. Fritsch-Bournazel, *L'Allemagne unie dans la nouvelle Europe*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. «Questions au XXe siècle», 1991, 375 p.; P. Létourneau, «L'Allemagne unie entre l'Ouest déclinant et l'Est désintégré», *Études internationales*, vol. XXIII, n° 1, mars 1992; «The New Germany Flexes its Muscles», *Time*, 13 avril 1992.
4. G. Iggers, *The German Conception of History, The Tradition of Historical Thought from Herder to the Present*, Middletown, Connecticut, Wesleyan University Press, 1968, 363 p. et H.-U. Wehler, «Historiography in Germany Today» dans J. Habermas, *Observations on «The Spiritual Situation of the Age», Contemporary German Perspective*, Cambridge, M.I.T. Press, 1984, p. 221-231.
5. F. Ringer, *The Decline of the German Mandarins: The German Academic Community 1890-1933*, Cambridge, Harvard University Press, 1969, 528 p.
6. H.-J. Wehler, *op. cit.*, p. 225 et O. J. Hammen «German Historians and the Advent of the National Socialist State», *Journal of Modern History*, vol. 13, 1941, p. 161-188 et E. Y. Hartshorne, *The German Universities and National Socialism*, Londres, Allen and Unwin, 1937, 184 p.
7. G. Ritter, *Frederic the Great: A Historical Profile*, Berkeley, University of California Press, 1968, 207 p. L'édition allemande date de 1936.
8. G. Iggers, *The Social History of Politics: Critical Perspectives in West German Historical Writing since 1945*, Leamington, Spa, Berg, 1985, 312 p.
9. Voir l'ouvrage controversé du Canadien J. Bacque, *Other Losses. An Investigation into the Mass Deaths of German Prisoners at the Hands of the French and Americans After World War II*, Toronto, General Paperbacks, 1991, 292 p.
10. Meinecke cité dans T. S. Hamerow, «Guilt, Redemption, and Writing German History», *American Historical Review*, vol. 88, n° 1, février 1983, p. 61.
11. Ritter cité dans T. S. Hamerow, *ibid.*, p. 62.
12. F. Fischer, *Griff nach der Weltmacht: Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland, 1914-1918*. Düsseldorf, Droste, 1961, 652 p. et l'ouvrage également de J. Droz, *Les Causes de la Première Guerre mondiale*, Paris, Seuil, coll. «Points Histoire», 1973, 187 p.

13. David Kaiser a depuis réfuté cette interprétation en démontrant que Bethmann Hollweg n'avait pas été spécialement préoccupé par la question intérieure et qu'il avait plutôt été la victime de l'idée de la *Weltpolitik* (politique mondiale) dans D. Kaiser, «Germany and the Origins of the First World War», *Journal of Modern History* , vol. 55, n° 3, septembre 1983, p. 458 et p. 471. Voir aussi K. Jarausch, *The Enigmatic Chancellor. Bethmann Hollweg and the Hubris of Imperial Germany*, New Haven, Yale University Press, 1973, 560 p. et John C. G. Röhl, *Kaiser Wilhelm II, New Interpretations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 319 p.
14. F. Fischer, *War of Illusions: German Policies from 1911 to 1914*, New York, Chatto and Windus, 1975, 578 p. Sur ce point particulier de l'interprétation de Fischer, certains auteurs abondèrent subséquemment dans le même sens. V. R. Berghahn, *Germany and the Approach of War in 1914*, London, Macmillan, 1973, 260 p. et P. Kennedy, *The Rise of Anglo-German Antagonism 1860-1914*, Londres, Ashfield Press, 1980, 604 p.
15. F. Fischer, *From Kaiserreich to Third Reich: Elements of Continuity in German History 1871-1945*, Londres, Unwin and Allen, 3e édition, 1986, 118 p.
16. F. Fischer, «Twenty-Five Years Later: Looking Back at the "Fischer Controversy" and Its Consequences», *Central European History*, vol. 21, n° 3, septembre 1988, p. 207-223.
17. D. Groh, cité dans R. Fletcher, «Recent Developments in West German Historiography: The Bielefeld School and Its Critics», *German Studies Review*, vol. VII, n° 3, octobre 1984, p. 452. Un des historiens qui influença cette école fut E. Kehr, *Economic interest, militarism, and foreign policy: essays on German history*, Los Angeles, University of California Press, 1977, 209 p.
18. H. Rosenberg, *A History of German Republic*, Londres, 1936 et surtout son autre ouvrage: *Bureaucracy, Aristocracy, Autocracy, The Prussian Experience, 1616-1815*, Cambridge, Harvard University Press, 1958, 237 p.
19. H.-U Wehler, *The German Empire 1871-1918*, Berg, New York, 1985, 293 p. est le classique de cette école. Voir également V. Berghahn, *Imperial Germany 1871-1914: economy, society, culture and politics*, Providence, Berghahn Books, 1994, 382 p. D'autres représentants de cette école sont Hans-Jurgen Puhle, Dirk Stegmann, Heinrich-August Winkler et Peter-Christian Witt. Sur cette controverse voir J. Retallack, «Social History with a Vengeance? Some Reactions to H.-U. Wehler's "Das Deutsche Kaiserreich"», *German Studies Review*, vol. VIII, n° 3, octobre 1984, p. 423-450.
20. *Ibid.*, p. 457-458.
21. H.-U. Wehler, «Historiography in Germany Today», *op. cit.*, p. 240.
22. Citons principalement Alan Mitchell, James Sheehan, Kenneth Barkin, Konrad Jarausch, Otto Pflanze et John Roehl qui sont presque tous anglo-saxons.
23. H.-U. Wehler, «Historiography in Germany Today», *op. cit.*, p. 251.
24. Voir L. Gall, *Bismarck, le révolutionnaire blanc*, Paris, Fayard, 1984, 845 p. L'édition allemande date de 1980. Puis K. Hildebrand, *The Third Reich*, Boston, Allen and Unwin, 1984, 184 p. L'édition allemande date de 1979.
25. D. Blackbourn et G. Eley, *The Peculiarities of German History, Bourgeois Society and Politics in Nineteenth Century Germany*, New York, Oxford University Press, 1984, 300 p. et R. J. Evans, *Society and Politics in Wilhemine Germany*, Londres, 1978.
26. G. Barraclough, «Mandarins and Nazis», *New York Reviews of Books*, 19 octobre 1972, p. 37.
27. Par exemple, la commémoration du 40e anniversaire de la fin de la guerre, la visite du président Reagan à Bitburg en juin 1984 où 47 soldats S.S. étaient enterrés et l'affaire Kurt Waldeim. «The *Historikerstreit* in Context», dans P. Baldwin, *Reworking the Past, Hitler, the Holocaust and the Historians Debate*, Boston, Beacon Press, 1990, p. 3-37.

28. J. Habermas, *Die Zeit*, 11 juillet 1986. Traduction française de C. Bouchindhomme et R. Rochild, «Une manière de liquider les dommages. Les tendances apologétiques dans l'historiographie contemporainiste allemande», *Devant l'histoire*, p. 47-59.
29. E. Nolte, «Vergangenheit, die nicht vergehen will», *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 juin 1986.
30. Nolte avait déjà énoncé des vues similaires dans «Between Myth and Revisionnism? The Third Reich in the Perspective of the 1980's», dans H. W. Koch, *Aspects of the Third Reich*, Londres, MacMillan, 1985, p. 17-37. Pour une interprétation encore plus radicale du génocide exonérant Hitler du blâme d'un geste prémédité de la «solution finale» voir D. Irving, *Hitler's War*, New York, Avon Books, 1990, 794 p. et pour une critique exhaustive, «Hitler and the Genesis of the "Final Solution": An Assessment of David Irving's Theses» de M. Broszat, dans H. W. Kock, *op. cit.*, p. 390-427.
31. Pour des exemples de l'utilisation douteuse des sources de la part de Nolte, voir P. Létourneau, «Les Allemands et leur passé nazi», *L'Analyste*, vol. 18, été 1987, p. 59-60 et pour la contre-preuve concernant l'Union soviétique voir A. Hitler, *Mon combat*, Nouvelles éditions latines, s.d., p. 742-743.
32. I. Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, coll. «Folio-Histoire», 1992, p. 322-327.
33. R. J. Evans, «The New Nationalism and the Old History: Perspectives on the West German *Historikerstreit*», *Journal of Modern History*, vol. 59, décembre 1987, p. 768-782.
34. Pour l'ensemble des travaux de Stürmer, voir I. Kershaw, *op. cit.*, p. 401 note 66. Cette interprétation n'est pas sans rappeler la thèse du géographe allemand Karl Haushofer qui déterminait le potentiel allemand en fonction de sa position géographique et qui apporta une théorie politique dont les nazis se serviront. Voir C. S. Gray, *The Geopolitics of Super Power*, Kentucky, University Press of Kentucky, 1988, p. 201-202, note 7 et l'ouvrage de M. Korinman, *Quand l'Allemagne pensait le monde*, Paris, Fayard, 1990, 412 p.
35. O. Bartov, *The Eastern Front, 1941-1945, German Troops and the Barbarisation of Warfare*, Hampshire, Macmillan, 1985, 214 p. et M. R. Marrus, *The Nazi Holocaust: Historical Articles on the Destruction of European Jews*, vol. 1, Perspectives on the Holocaust, Toronto, Meckler, 1989, 447 p.
36. Pour des idées préalablement énoncées: S. G. Payne, *Fascism: Comparison and Definition*, Madison, University of Wisconsin Press, 1980, 234 p. et A. J. P. Taylor, *Les origines de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Presses de la Cité, 1961, 313 p.
37. M. Broszat, *The Hitler State: The Fondation and Development of Internal Structure of the Third Reich*, Londres, Longman, 1981, 378 p. L'édition allemande date de 1969. Dans le même sens voir M. Steinert, *Hitler*, Paris, Fayard, 1991, 710 p.; I. Kershaw, *Hitler, Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1995, 240 p.; K. D. Bracher, *Hitler et la dictature allemande*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, 681 p.
38. D. Calleo, *The German Problem Reconsidered, Germany and the World Order 1870 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, 239 p.
39. J. Kocka, «German History before Hitler: The Debate about the German *Sonderweg*», *Journal of Contemporary History*, vol. 23, 1988, p. 3-16; K. Hildebrand, «The German *Eigenweg*: On the Problem of Normality in the Modern History of Germany and Europe», dans K. Hildebrand, *German Foreign Policy From Bismarck to Adenauer, The Limits of Statecraft*, Londres, Unwin Hyman, 1989, p. 234-252 et F. Stern, *The Failure of Illiberalism, Essays on the Political Culture of Modern Germany*, Chicago, University of Chicago Press, 1971, 244 p.

40. T. Nipperdey, «1933 and the Continuity of German History», dans H. W. Koch, *op. cit.*, p. 489-508.
41. D. Blackbourn, et G. Eley, *op. cit.*, p. 286-292.
42. A. Bullock, *Hitler and Stalin, Parallel Lives*, New York, Alfred A. Knopf, 1992, 1081 p.
43. F. Fisher, *op. cit.*, *From Kaiserreich to Third Reich*, p. 97-99, H.-U. Wehler, *op. cit.*, *The German Empire*, p. 245-246 et voir K. Jarausch, «From Second to Third Reich: the Problem of Continuity in German Foreign Policy», *Central European History*, vol. XII, n° 1, mars 1979, p. 68-82 pour les principaux points de litige en politique extérieure et intérieure.
44. Pour un bilan historiographique complet portant sur Bismarck voir G. O. Kent, *Bismarck and His Times*, Carbondale, Southern Illinois Press, 1978, 184 p. et le troisième volume de O. Pflanze, *Bismarck and the Development of Germany, The Period of Fortification, 1880-1898*, Princeton, Princeton University Press, 1990, 474 p.
45. Voir la thèse de doctorat de David Aaron Meier, *Managing the West Germans: The Occupation Statute of 1949 from gestation to burial, 1945-1955*, Madison, University of Wisconsin, 1990, 510 p.
46. J. G. Herder, *Ideen zur Philosophie des Geschichte de Menschheit*, Leipzig, Erfter Band, 1841, 366 p. et Meinecke, *Cosmopolitanism and the national state*, Princeton, Princeton University Press, 1970, 403 p.
47. Sur la nouvelle direction de l'Allemagne voir S. Bulmer. et W. Paterson, «Germany in the European Union: gentle giant or emergent leader?», *International Affairs*, vol. 72, n° 1, janvier 1996, p. 9-32 et U. Nerlich, «L'Allemagne - un pays comme les autres?», *Politique étrangère*, 60e année, n° 1, printemps 1995, p. 99-116.